

[Text]

telle importance». Le temps venu, il n'en a pas besoin parce que les récoltes ont été meilleures chez eux. Alors, il y a un équilibre qu'il faudrait établir.

En ce qui concerne l'aide bilatérale, j'ai déjà dit qu'il faut penser que, lorsque l'on investit l'argent des contribuables dans des projets entre pays, il faut essayer d'avoir le plus possible de retombées économiques dans nos projets bilatéraux. Je pense que je n'offense personne en disant cela, si le Canada s'entend vraiment avec les pays. Au fait, on n'impose pas, vous savez qu'il y a de l'aide liée, et de l'aide qui ne l'est pas, mais lorsque l'aide est liée et que les pays n'ont qu'à l'accepter, je veux que le Canada ait le plus de retombées économiques possible pour favoriser l'emploi dans nos usines, nos industries et inciter les Canadiens à prendre les marchés à l'extérieur du pays. J'ai été extrêmement frappé, lorsque j'ai été à Vienne, où j'ai visité l'Organisation pour le développement des Nations unies, j'y ai rencontré le directeur et on m'a dit que sur 6 p. 100 d'investissements dans ce programme-là, le Canada n'allait chercher qu'à peu près 3 p. 100, alors que les Japonais vont chercher 112 p. 100 de leurs investissements. Alors, cela veut dire que les Canadiens ont tardé jusqu'à maintenant à se saisir des marchés internationaux. Évidemment, ce sont là des réflexions que je fais à haute voix, mais si madame veut que j'y aille d'une façon plus détaillée, je pourrais vous faire part de mes propres réflexions par écrit.

• 1200

**Le président:** Merci, monsieur.

**Miss Jewett:** Thank you, Mr. Chairman. You did not, however—and perhaps you cannot—tell me what proportion of our development assistance goes to the poorest developing countries.

**Mrs. Catley-Carlson:** Mr. Chairman, we do not have a precise answer to that question now. Much depends on the categorization. But we can supply you with a written answer, which could be tabled in the Committee.

**Miss Jewett:** Thank you very much, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you.

Mr. Fretz is next, for five minutes. I would like to get everyone in here if I could.

**Mr. Fretz:** Thank you, Mr. Chairman. Through you to Senator Asselin, my remarks and questions concern the status of our assistance program in Uganda. Recent newspaper reports, and certainly one by the Canadian Press yesterday, state that the Ugandan Foreign Minister, who was formerly in Canada, has appealed to the Canadian Government for more development assistance for his country. My questions are three: What has been the response of CIDA to this request? Are you certain the present government in Uganda can assure us of its stability and the continuity of any programs which may be initiated at this time? Can the Minister indicate whether Canada attended the recent meeting of the World Bank Consultative Group in Paris, November 6 to 8, held to assess the Ugandan situation? And what were the conclusions of this meeting?

**The Chairman:** Mr. Minister.

[Translation]

need the aid, because the harvest was good. We have to try to achieve some kind of a balance.

With regard to bilateral aid, I have already stated that when we invest the taxpayer's money in bilateral projects, we have to ensure that there are as many economic spin-offs as possible. I hope I am not offending anyone by saying that. If, in fact, Canada comes to an understanding with the other countries. We do not impose anything upon them; as you know, there can be tied or untied aid. When our aid is conditional and that the country has no other alternative but to accept it, I want Canada to take the maximum advantage of the economic spin-offs in order to promote job creation in our factories and in our industries and to prompt Canadians to sell on foreign markets. When I was in Vienna, I met with the Director of the United Nations Development Organization and I have been extremely surprised to hear that Canadians took only 3 per cent out of the 6 per cent of the investments made in that program whereas the Japanese get 112 per cent out of their investments. So, it means that the Canadians have been waiting until now before going to foreign markets. Obviously, these are only a few remarks, but if you want me to give you a little more detail, I could write you.

**The Chairman:** Thank you, sir.

**Mlle Jewett:** Merci, monsieur le président. Vous ne m'avez pas dit, mais peut-être ne pouvez-vous pas me le dire, quelle est la part de l'aide au développement consacrée aux pays les plus démunis.

**Mme Catley-Carlson:** Monsieur le président, nous ne connaissons pas encore la réponse exacte à cette question. Cela dépend beaucoup des catégories. Toutefois, nous pouvons vous communiquer la réponse par écrit et la déposer au Comité.

**Mlle Jewett:** Merci beaucoup, monsieur le président.

**Le président:** Merci.

Monsieur Fretz a la parole pendant cinq minutes. Je voudrais faire en sorte que tout le monde puisse intervenir.

**M. Fretz:** Merci, monsieur le président. Les remarques et les questions que j'adresse au sénateur Asselin concernent notre programme d'aide à l'Ouganda. Des articles de presse, dont un publié hier par la Presse canadienne, affirme que le ministre ougandais des Affaires étrangères, qui est venu au Canada, a exhorté le gouvernement canadien à aider davantage au développement de son pays. Mes questions sont les suivantes: quelle a été la réaction de l'ACDI face à cette requête? Sommes-nous sûrs que le gouvernement actuel de l'Ouganda peut donner une garantie de stabilité en ce qui concerne tous les programmes susceptibles d'être actuellement mis en œuvre? Le ministre peut-il indiquer si le Canada a assisté à la réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale qui s'est déroulée à Paris, du 6 au 8 novembre, dans le but d'analyser la situation en Ouganda? Quelles ont été les conclusions de cette rencontre?

**Le président:** Monsieur le ministre.